**DELIBERATION N° ………………………………………**

*(Modèle mis à jour en Janvier 2022)*

**Fixant les critères d’appréciation de l’entretien professionnel**

*✪ Les éléments en italique bleu doivent être modifiés / complétés ou supprimés selon la situation de la collectivité.*

**Logo Collectivité**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique,

**Vu** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l’action publique territoriale et d’affirmation des métropoles, notamment son article 69,

**Vu** le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l’appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

**Vu** l’avis du Comité Social Territorial en date du …,

**Considérant ce qui suit :**

L’entretien professionnel est rendu obligatoire, pour l’appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux, en lieu et place de la notation. Réalisé par les supérieurs hiérarchiques directs, l’entretien professionnel s’appliquera obligatoirement pour l’évaluation des activités postérieures au 1er janvier 2015.

La valeur professionnelle des agents sera appréciée sur la base de critères déterminés en fonction de la nature des tâches confiées et du niveau de responsabilité.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, les critères d’appréciation de l’entretien professionnel.

**L’assemblée délibérante,**

**Décide**

* D’instituer les critères d’appréciation selon le dispositif suivant :

*Cette liste est non exhaustive, elle est à compléter/modifier.*

1. LES RÉSULTATS PROFESSIONNELS OBTENUS PAR L’AGENT

- La manière de servir/le sens du service public

- Comportement général dans le travail

- Qualité du travail

2. SAVOIRS SPECIFIQUES METIERS ET TRANSVERSAUX

3. LES QUALITÉS RELATIONNELLES

4. LA CAPACITÉ D’ENCADREMENT OU D’EXPERTISE OU, LE CAS ÉCHÉANT, À EXERCER DES FONCTIONS D’UN NIVEAU SUPÉRIEUR

5. *…*

* Que, sauf disposition expresse de l’assemblée délibérante prise sur un nouvel avis du Comité Social Territorial compétent, ces dispositions seront reconduites tacitement chaque année ;
* D’inscrire au budget les crédits correspondants ;
* D’autoriser l’autorité territoriale à signer tout acte y afférent ;
* De charger l’autorité territoriale de veiller à la bonne exécution de cette délibération, qui prend effet à partir du ………… ;

Fait à …… le ……,

Le Maire *(le président),*

*(Prénom, nom lisibles et signature)*

*ou*

*Par délégation,*

*(Prénom, nom, qualité lisibles et signature)*

Le Maire *(ou le Président),*

* Certifie le caractère exécutoire de cet acte,
* Informe que celui-ci peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de l’obtention de ce caractère exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [**www.telerecours.fr**](http://www.telerecours.fr)

Transmis au représentant de l’Etat le : ……….

Publié le : ………………